

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1912.

Budget des Dotations pour l'exercice 1913 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RAEMDONCK.

MESSIEURS,

Le projet de Budget des Dotations pour l'exercice 1913		
s'élève à	fr.	5,886,550 »
Les crédits alloués pour 1912 montent à		5,479,090.86
Soit une augmentation de.	fr.	407,459.14
justifiée ainsi qu'il suit :		
I. Augmentation de la dotation du Sénat.	fr.	5,000 »
II. Augmentation de la dotation de la Chambre des Représentants		57,459.14
III. Augmentation de la dotation de la Cour des Comptes.		45,300 »
En plus.	fr.	107,459.14

Mais une nouvelle majoration de 6,500 francs de la dotation de la Chambre adoptée par la Commission de comptabilité, a porté le chiffre du budget de la Chambre à 1,534,650 francs. Le total du budget des dotations est donc augmenté de 6,500 francs.

EXAMEN DES SECTIONS.

Le Budget a été adopté par toutes les sections.

Dans la 1^{re} section, par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

— 2 ^e	— 10	— 4.
— 3 ^e	— 15	— 7 et 1 abstention.
— 4 ^e	— 16	— 6.
— 5 ^e	— 15	— 5 et 4 abstentions.
— 6 ^e	— 18	— 5.

(1) Budget, n^o 4^{III}.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de M. Schactzen, Goblet, de Liedekerke, Lamborelle, de Kerchove d'Exaerde et Raemdonck.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

Chapitre I. — Liste civile.

Depuis le dépôt du projet de Budget, M. le Ministre des Finances a fait parvenir la lettre ci-jointe à M. le Président de la section centrale :

« Bruxelles, 10 décembre 1912.

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» J'ai l'honneur de vous signaler qu'en suite du décès de S. A. R. la Comtesse de Flandre, il y a lieu de supprimer au projet de Budget des Dotations pour l'exercice 1913 le crédit de 50,000 francs inscrit sous l'article 2.

» Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération,

» *Le Ministre,*

» M. LEVIE. »

Le Budget s'élève dès lors à	fr. 5,543,050.00
Soit une augmentation de	63,959.14

Chapitre III. — Budget de la Chambre.

Le Budget de la Chambre a été examiné par la Commission de comptabilité qui conclut à son adoption et propose de le fixer à 1,534,650 francs.

Un membre de la section centrale propose d'accorder un libre parcours sur tous les chemins de fer belges aux membres de la Chambre.

Cette proposition a été rejetée par 4 voix contre 3.

Chapitre IV. — La Cour des comptes.

Un membre reprend une série de questions formulées dans la 6^e section, concernant la Cour des comptes.

QUESTIONS.

1^o La Cour des comptes n'a-t-elle pas sollicité un crédit supplémentaire à rattacher à son budget pour l'exercice 1912 en vue d'allouer à son personnel des majorations de traitement en exécution du barème contenu dans son nouveau règlement en date du 5 juin 1912? Dans l'affirmative, quel est le montant de ce crédit? quand le projet de loi qui le concerne sera-t-il déposé? les augmentations de traitement qu'il comporte auront-elles un effet rétroactif au 1^{er} janvier 1912?

2^o Demander un tableau du personnel de la Cour des comptes, au mois de novembre 1912, en indiquant en regard de chaque catégorie de fonctionnaires, employés et gens de service, la part lui revenant dans la répartition du crédit de 45,000 francs sollicité pour l'exercice 1913.

3° Le crédit de 45,000 francs demandé pour son budget de 1913 était destiné à mettre les traitements de son personnel en concordance avec le barème du règlement du 5 juin 1912, de quelle somme la Cour des comptes disposera-t-elle encore après cette régularisation, pour procéder à son travail annuel et normal des promotions et d'augmentations de traitements?

4° La Cour des comptes réserve une somme de fr. 10,000 pour traitements de disponibilité, travaux extraordinaires, emplois « vacants et nouveaux, promotions et augmentations éventuelles ». Or, comme les majorations des budgets pour l'exercice de 1913, les augmentations de traitements et salaires accordés aux agents de l'État, la revision des pensions des officiers et sous-officiers et des instituteurs, les nouvelles dépenses annoncées pour les besoins de l'armée et de la colonie, ainsi que celles résultant de la création d'un nouveau ministère, etc., doivent occasionner un surcroît de travail considérable au personnel de cette administration, je désirerais savoir combien d'agents nouveaux la Cour des comptes estime devoir nommer dans le courant de l'année 1913 et si les locaux actuels permettent de les installer dans des conditions convenables.

5° Pourquoi les fonctionnaires supérieurs de la Cour des comptes ne sont-ils pas placés sur le même rang que ceux des Départements ministériels, quant à l'octroi de la décoration de l'Ordre de Léopold? et quant à leur traitement?

RÉPONSES.

I.

Le 28 juin 1912, la Cour des Comptes a adressé à M. le Ministre des Finances une demande de crédit supplémentaire de 45,000 francs à rattacher à l'article 6 du budget des Dotations pour l'exercice 1912.

Ce crédit est destiné à rémunérer des travaux extraordinaires et à augmenter les traitements, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1912. Le projet de loi y relatif a été déposé en séance de la Chambre des Représentants du 15 décembre 1912.

II.

La part qui reviendra à chaque catégorie de fonctionnaires et d'employés dans la répartition du crédit de 45,000 francs ne peut être indiquée actuellement, le montant de la dépense pour travaux extraordinaires n'étant pas encore arrêté.

III.

Des augmentations de traitement ont déjà été accordées en février 1912 à la généralité des employés.

Si le crédit supplémentaire demandé est voté, la Cour sera mise à même d'améliorer encore la situation du personnel par application du nouveau règlement à partir du 1^{er} janvier 1912.

Elle a jugé que, dans ces conditions, l'augmentation de crédit sollicitée au budget de 1913 était suffisante pour cet exercice.

IV.

Le nombre des agents nouveaux qu'il y aura lieu de nommer ne saurait être fixé pour le moment. La Cour ne dispose pas, d'ailleurs, des locaux nécessaires pour les installer.

V.

Le nouveau barème des traitements dont un exemplaire est ci-joint accorde aux fonctionnaires et employés de la Cour des Comptes une situation qui ne différera guère de celle assurée aux fonctionnaires et employés des Départements ministériels par les barèmes adoptés récemment.

Si la Cour n'a fixé qu'à 8.000 francs le traitement des directeurs, c'est à cause de la circonstance qu'une disposition du règlement leur permet d'obtenir, dans certaines conditions, un supplément qui portera leur rémunération à 8,500 francs, c'est-à-dire à un chiffre égal au traitement initial des conseillers et du greffier.

Il lui a paru, en effet, que cette limite ne pouvait être dépassée actuellement eu égard au traitement attribué à ces membres de la Cour.

Le projet de Budget a été adopté par la section centrale, en sa séance du 10 décembre 1912, à l'unanimité de ses membres.

Le Rapporteur,

A. RAEMDONCK.

Le Président,

ALF. HARMIGNIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1912.

Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1913 (1)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RAEMDONCK.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1913 bedraagt	fr.	5,586,550 »
De kredieten toegestaan voor 1912 bedroegen te zamen		5,479,090.86
Er is bijgevolg eene verhooging van	fr.	107,459.14
voortspruitende uit de :		
1° Verhoging der dotatie van den Senaat	fr.	5,000 »
2° Verhoging der dotatie van de Kamer der Volksvertegenwoordigers		57,459.14
3° Verhoging van de dotatie der Rekenkamer		45,000 »
Verhoging	fr.	107,459.14

Doch eene nieuwe verhoging (6,500 fr.) van de dotatie der Kamer, door de Commissie voor de comptabiliteit goedgekeurd, bracht de Begrooting der Kamer tot op een bedrag van 1,334,650 frank. Het geheel bedrag van de Begrooting der Dotatiën is dus verhoogd met 6,500 frank.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

De Begrooting werd in al de Afdeelingen aangenomen.

In de 1^e afdeeling met 11 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

— 2 ^e	—	10	—	4.
— 3 ^e	—	15	—	7 en 1 onthouding.
— 4 ^e	—	16	—	6.
— 5 ^e	—	15	—	5 en 4 onthoudingen.
— 6 ^e	—	18	—	5.

(1) Begrooting, nr 4111.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, was samengesteld uit de heeren Schaetzen, Goblet, de Liedekerke, Lamborelle, de Kerchove d'Exaerde en Raemdonck.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

Hoofdstuk I. — Burgerlijke lijst.

Sedert het indienen van het ontwerp van Begrooting zond de Minister van Financiën onderstaand schrijven aan den Voorzitter der Middenafdeeling :

« Brussel, 10 December 1912.

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Ten gevolge van het overlijden van H. K. H. Mevrouw de Gravin van Vlaanderen, heb ik de eer er uwe aandacht op te vestigen, dat van het ontwerp van Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1913 moet afgevoerd worden het krediet van 50,000 frank, vermeld onder artikel 2.

» Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

» *De Minister,*

» M. LEVIE. »

De Begrooting bedraagt aldus. fr.	5,543,050.00
Dus eene verhooging van ; . . .	63,959.14

Hoofdstuk III. — Begrooting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

De Commissie voor de comptabiliteit onderzocht de Begrooting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en besloot ze goed te keuren ; zij stelt voor, ze vast te stellen op 1,534,650 frank.

Een lid van de Middenafdeeling stelt voor, aan de leden der Kamer vrij verkeer toe te staan op al de Belgische spoorwegen.

Dit voorstel werd verworpen met 4 stemmen tegen 3.

Hoofdstuk IV. — Rekenkamer.

Een lid herhaalt eene reeks vragen, welke in de 6^{de} Afdeeling werden uitgebracht betreffende de Rekenkamer.

VRAGEN.

1^o Heeft de Rekenkamer niet een bijkrediet aangevraagd op de begrooting voor 1912, ten einde aan haar personeel verhooging van wedde toe te staan tot toepassing van den loonstandaard, opgegeven in haar nieuw reglement van 5 Juni 1912? Zoo ja, hoeveel bedraagt dat krediet? Wanneer zal het wetsontwerp dienaangaande worden overgelegd? Zullen de daarbij voorgestelde verhoogingen van jaarwedde terugwerkende kracht hebben van af 1 Januari 1912?

2^o Er wordt eene lijst gevraagd van het personeel der Rekenkamer, gedurende de maand November, met aanduiding, nevens *elke klasse* van ambte-

naren, beambten en dienstlieden, van het aandeel welke haar toekomt in de verdeeling van het krediet van 45,000 frank, dat voor 1913 is aangevraagd.

3° Het krediet van 45,000 frank, voor hare begrooting voor 1913 aangevraagd, bestemd zijnde om de jaarwedden van haar personeel in overeenstemming te brengen met den loonstandaard volgens het reglement van 5 Juni 1912, over welke som zal de Rekenkamer na die regeling nog beschikken om haar jaarlijksch en regelmatig werk voor de bevorderingen en de verhoogingen van jaarwedde te verrichten?

4° De Rekenkamer behoudt als reserve eene som van 10,000 frank voor « jaarwedden van inbeschikbaarheid, buitengewone uitgaven, openstaande en nieuwe plaatsen, gebeurlijke bevorderingen en verhoogingen ». Welnu, daar de vermeerderingen op de Begrootingen voor 1913, de verhoogingen van jaarwedden en dagloonen aan Staatsbeambten verleend, de herziening van de pensioenen der officiers, onderofficiers en onderwijzers, de nieuwe uitgaven die werden aangekondigd voor de noodwendigheden van het leger en van de Kolonie, evenals degene voortspruitende uit het oprichten van een nieuw ministerie, enz., een aanzienlijke vermeerdering van werk moeten veroorzaken aan het personeel van gezegde Kamer, zou ik verlangen te weten hoeveel nieuwe bedienden de Rekenkamer in den loop van het jaar 1913 denkt te benoemen en of de huidige lokalen voldoende zijn om hen op behoorlijke wijze te plaatsen?

Waarom staan de hogere ambtenaren van de Rekenkamer niet op gelijken rang met die der Ministerieele Departementen, wat betreft het verleenen der Leopoldsorde en wat betreft hunne jaarwedde?

ANTWOORDEN.

I.

Op 28 Juni 1912 werd door de Rekenkamer aan den Minister van Financien eene aanvraag gezonden tot het bekomen van een bijkrediet van 45,000 frank op artikel 6 van de Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1912.

Dit krediet is bestemd om buitengewone werken te betalen en de jaarwedden te verhoogen met terugwerkende kracht van af 1 Januari 1912. Daartoe werd een wetsontwerp ter Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend den 13^e December 1912.

II.

Het aandeel, dat aan elke klasse van ambtenaren en bedienden zal toegerekend worden in de verdeeling van het krediet van 45,000 frank, kan thans niet aangewezen worden, daar het bedrag van de uitgave wegens buitengewone werken nog niet is bepaald.

III.

Jaarweddeverhoogingen werden reeds in Februari 1912 verleend aan de bedienden in het algemeen.

Wordt het aangevraagde bijkrediet toegestaan, dan zal de Kamer den toestand van het personeel nog kunnen verbeteren bij toepassing van het nieuw reglement te rekenen van 1 Januari 1912.

Onder die omstandigheden was de aangevraagde verhooging van krediet op de Begrooting van 1913, naar hare meening, toereikend voor dit dienstjaar.

IV.

Thans zou men niet kunnen bepalen hoeveel nieuwe ambtenaren er behoeven benoemd te worden. Overigens, de Kamer beschikt niet over de vereischte lokalen om ze te kunnen plaatsen.

V.

Krachtens den nieuwen loonstandaard, waarvan een exemplaar aan dit stuk is toegevoegd, zal de toestand van de ambtenaren en bedienden der Rekenkamer weinig verschillen van dien der ambtenaren en bedienden van de Ministeriën ten gevolge van de onlangs ingevoerde loonstandaarden.

Werd de jaarwedde van de bestuurders door de Kamer slechts op 8,000 fr. bepaald, dan is dit hieraan te wijten : krachtens eene bepaling van het reglement kunnen zij, onder sommige omstandigheden, eene bijwedde bekomen, waardoor zij werkelijk 8,800 frank trekken, zijnde een bedrag even hoog als de aanvangswedde van de raadsheeren en van den griffier.

Zij was inderdaad van meening dat deze grens thans niet mocht overschreden worden ten aanzien van de jaarwedde verleend aan die leden der Kamer.

Het ontwerp van Begrooting werd met eenparige stemmen door de Midenaftdeeling goedgekeurd in hare vergadering van 10 December 1912.

De Verslaggever,

A. RAEMDONCK,

De Voorzitter,

A. HARMIGNIE.